

## Texte proposé par le secrétariat à la CAA du vendredi 15 novembre 2024

La situation politique, la situation des services publics, le sort fait aux fonctionnaires, à l'Ecole, nos métiers : tout ici porte à une action forte, une mobilisation large et massive que nous devons construire dans les jours à venir afin de faire du 5 décembre prochain un premier temps fort de revendications.

Mais avant tout, la CAA de Poitiers témoigne son soutien aux familles touchées par la fusillade de Poitiers du 31 octobre dernier, place Coïmbra, soutien aussi aux équipes qui ont été confrontées à ce drame.

**Au plan international**, le constat dramatique que nous faisons lors de notre dernière CAA est toujours et malheureusement d'actualité. Des guerres se mènent en Europe, aux portes de l'Europe, en Afrique... avec fureur et fracas. Les populations paient un lourd tribut à ces logiques de destruction que se livrent les Etats, quand ce n'est pas aux catastrophes naturelles, comme en Espagne récemment, où les effets du dérèglement climatique se sont dramatiquement manifestés. Pourtant, une actualité chasse une autre actualité, au risque de la passer sous silence et de nous faire nous habituer progressivement à l'horreur : l'horreur des bombardements qui tuent à Gaza toujours et encore, au Liban, en Ukraine ; l'horreur des centaines de victimes emportées par les vagues de boue autant que par la frénésie productiviste et consumériste.

Loin de nous l'idée de confondre ces deux drames, la guerre et les catastrophes naturelles. Nous avons bien plutôt à réitérer sans cesse notre exigence de paix et de ce point de vue, à dénoncer les vues hégémoniques d'un Poutine ; à dénoncer le tourbillon de vengeance aveugle auquel se livre le gouvernement israélien qui, devant le silence étourdissant des responsables politiques internationaux, s'en prend ouvertement à l'ONU et ses représentants, ridiculise et piétine le droit international ; à dénoncer également le procès en antisémitisme intenté à qui ose aujourd'hui fustiger la politique de Netanyahu et ses adeptes.

Nous devons, dans le même temps, dénoncer le recul qui partout s'opère en matière de lutte contre le réchauffement climatique et tout ce qui porte gravement atteinte à la biodiversité. La discussion autour du budget en France a clairement énoncé les choses : l'écologie sera encore sacrifiée. Quant à la COP 29 réunie actuellement en Azerbaïdjan, le choix même de ce lieu en dit long sur la sincérité du combat de la part d'un grand nombre d'Etats.

La victoire sans appel de D. Trump aux Etats-Unis peut légitimement inquiéter les défenseurs des droits des étrangers, des femmes, des personnes LGBTQIA+, les défenseurs de la démocratie. Ici comme en Europe, la progression du populisme et des extrêmes-droites montre la puissance, l'ampleur de la diffusion des idées violemment réactionnaires. Se confirme au travers de cette élection qu'au-delà des discours de lutte contre les idées d'extrême-droite, seul un projet politique de rupture forte apportant des réponses concrètes à la désespérance sociale pourra stopper cette progression qui gagne nombre de pays.

Dans l'imbroglio politique que connaît la France et dont Macron est grandement responsable, l'extrême-droite, qui n'est pourtant pas parvenue au pouvoir, occupe une place centrale à l'Assemblée nationale et joue un rôle de contrôle du gouvernement. Le gouvernement finirait même par donner une respectabilité aux députés RN dans ses stratégies politiciennes. Les récentes réquisitions contre Marine Le Pen dans le procès des assistants parlementaires risquent peu de nuire à l'extrême-droite, la mise en cause de la probité de la justice étant le fond de commerce de ses adeptes. Par contre le débat parlementaire sur le Budget 2025 et le PLFSS a montré les véritables positions « sociales » du RN, celles d'un parti qui défend une classe de possédants et non pas les intérêts des salarié·es et privé·es d'emploi. Le SNES avec la FSU et dans le combat qu'il mène contre l'extrême-droite, doit faire connaître ces positionnements du RN et dénoncer l'imposture sociale de ce parti.

### ***Politique nationale, budget, fonction publique.***

Sous le coup d'une "procédure de déficit excessif", le gouvernement Barnier veut faire reposer les 40 milliards d'euros d'économies sur les dépenses publiques. Gouvernement faible politiquement parlant mais dur dans ses choix, le gouvernement Barnier porte des projets mortifères pour les solidarités. Qu'on en juge à la rhétorique outrancière du ministre Retailleau ! Les premières annonces gouvernementales sont venues confirmer le logiciel néolibéral qui détermine les politiques menées depuis de trop nombreuses années ; elles ont ordonné de nouvelles régressions sociales et des attaques massives contre les Services publics en général, et celui d'Éducation en particulier. A entendre certains, les retraité.es passeraient presque pour des privilégiés tout comme les fonctionnaires. En ce qui concerne les retraité.es, l'annonce récente d'une revalorisation des pensions pour tous au 1<sup>er</sup> janvier 2025, puis d'une nouvelle en juillet pour les plus basses pensions, pénalisera malgré tout tous les retraité.es. Et ces mesures sont loin de combler le manque à gagner des retraité.es depuis de nombreuses années. Quant aux fonctionnaires, on voudrait de nouveau leur infliger des mesures vexatoires avec les 3 jours de carence et la baisse d'indemnisation du congé maladie alors que leur rémunération subit un délitement considérable et leurs conditions de travail, une dégradation vertigineuse.

Les orientations envisagées par ce gouvernement ne font que marquer le retour d'une logique austéritaire dont le corollaire est toujours la mise à mal de la Fonction publique, et des Services publics en général : assèchement des budgets des collectivités territoriales dont nos EPLE pourraient avoir à pâtir, qu'il s'agisse des investissements matériels pourtant nécessaires, des moyens pour projets pédagogiques (la Région Nouvelle-Aquitaine a d'ores et déjà décidé une baisse sensible des budgets de fonctionnement d'établissements) ; risques accrus d'externalisation et de privatisation de pans entiers du Service public; détricotage méthodique des statuts (Pacte, accroissement de la part des contractuel·les, etc.) ; développement continu de logiques d'individualisation, de contractualisation des rémunérations par le Pacte, sur le terreau de la perte de pouvoir d'achat. Le gouvernement s'entête à refuser des mesures générales de revalorisation inconditionnelle et indiciaire des salaires, à reconstruire les grilles de carrière et améliorer les déroulements des carrières. Il va plus loin encore en supprimant la GIPA.

### ***Education nationale :***

Agent·es de l'Éducation nationale, nous subissons à plus d'un titre les logiques néolibérales. L'avalanche de réformes que les personnels ont été contraints de mettre en œuvre ces dernières années a abimé nos métiers. S'y ajoute la volonté des gouvernements successifs de mise au pas pédagogique des enseignant·es et de déqualification professionnelle, mises en œuvre par le Choc des Savoirs et la réforme à venir des concours et de la formation initiale.

L'acte II du choc des savoirs, annoncé tout récemment par la ministre, tourne le dos à l'ambition de démocratisation du système scolaire. Sans doute la mesure la plus odieuse tient-elle au rôle de barrage que jouerait dorénavant le DNB. Mais l'entêtement à maintenir les groupes de niveaux en 6ième et 5ième, l'obstination à trier les élèves en 4ième et 3ième avec l'heure hebdomadaire de groupes, non seulement ne régleront pas les problèmes liés à la difficulté scolaire mais porteront un nouveau coup à nos métiers, nos conditions d'exercice, et, plus grave, aux valeurs qui sont celles de l'école publique. On constate aujourd'hui que les équipes de collège qui ont obtenu des groupes hétérogènes sans permutation de calendrier se réjouissent de l'aide qu'elles peuvent apporter au petit groupe d'élèves qui leur est confié. Preuve que notre revendication d'un effectif raisonnable par classe (15 à 20 élèves) et notre refus d'externaliser la difficulté scolaire sont dans le vrai.

Difficultés à recruter, budgets d'austérité : la question du remplacement se pose de manière crue, y compris dans notre académie. Le nombre de personnels non titulaires explose et leurs conditions de travail se dégradent encore. Dans le même temps les académies bafouent de plus en plus souvent les statuts en affectant les TZR après les non titulaires. Ces pratiques sont intolérables. On sait déjà la pression faite aux

enseignant·es sur le RCD. On sait le nombre d'emplois, de tout ordre, proposés par France travail et qui ne trouvent pas preneurs. On savait moins la difficulté des vies scolaires qui, faute de remplacement des AED en congé maladie, se trouvent au bord de l'embolie. Excédentaire du point de vue de nos décideurs, notre académie est condamnée à une cure d'austérité et les remplacements, soumis aux arbitrages rigoureux du secrétaire général. Nous avons alerté les services récemment et avons fait savoir aux équipes que nous étions à leurs côtés dans la bataille qu'elles mènent pour faire reconnaître les besoins urgents de ce service en charge de l'encadrement, l'accompagnement et la sécurité des élèves. Était-ce un début d'aveu de la part de la Ministre quand elle a annoncé des moyens complémentaires de vie scolaire prévus en janvier (CPE et AED) ? Ils ne sont pourtant pas financés dans le projet de budget pour 2025...

### **Actions :**

Le SNES Poitiers appelle à participer aux manifestations du 23 ou 25 novembre pour dénoncer les violences faites aux femmes, dans le contexte du procès de Mazan qui a révélé au grand jour, une fois encore, l'ampleur de ces violences et de la culture du viol.

Le SNES Poitiers appelle à participer à la journée de mobilisation des retraité·es contre les mesures annoncées sur les pensions, le 3 décembre prochain.

Le 5 décembre, la riposte de nos professions doit être à la hauteur des attaques : massive, déterminée. Le SNES Poitiers réactive à cette fin le principe de la solidarité par la caisse de grève. Il mettra à disposition du matériel de mobilisation et fera connaître le calculateur conçu par la FSU. La date du 5 décembre, première journée de mobilisation à l'appel d'une large intersyndicale Fonction publique, doit être immédiatement préparée dans nos établissements : par des heures d'information syndicale (les militant·es des s2 et du s3 se tiennent en soutien des équipes locales) ; des réunions d'information pour mobiliser pourront se tenir dans les S2 et le s3 assurera une large communication, afin de convaincre les indécis de **la nécessité de faire reculer le gouvernement sur**

- les 3 jours de carence dans la fonction publique, la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie,
- le non-versement de la Gipa.
- les suppressions de postes prévues au budget 2025
- sa décision de ne pas revaloriser le point d'indice, ni les pensions de retraite.

### **la nécessité de mobiliser pour :**

- des moyens budgétaires à la hauteur des missions du service public d'éducation, qui garantissent le recrutement et le remplacement d'enseignant·es, de CPE, d'AED, d'AESH... Le SNES accompagnera les équipes qui refusent les pressions en matière de remplacement de courte durée.
- l'augmentation de la valeur du point d'indice, la refonte des grilles indiciaires, la revalorisation de nos carrières, un accès plus juste à la classe exceptionnelle pour toutes et tous

En ce qui concerne spécifiquement le service public d'éducation, nous devons obtenir le retrait du choc des savoirs qui met en péril l'ambition républicaine de notre institution, qui dégrade nos conditions de travail et fait perdre le sens de nos métiers.

Texte adopté à l'unanimité des 32 présent·es.